



AD MAJOREM PROPRIAM GLORIAM

EMPIRE DE LA BASSE CHESNAIE

Décret Impérial N°2014-06 du 10 Juin 2014

Portant institution du Code Criminel Impérial.

À

Vu la Constitution du 2 décembre 1996,

À

Nous, Empereur de la Basse Chesnaie, Roi des Glénon, par la grâce de Dieu, d'écrite et d'écritons :

À

ARTICLE 1

À

Il est institué un code criminel applicable sur le territoire national. Ce code criminel fixe la loi pénale applicable sur les territoires de l'Empire de la Basse Chesnaie et sur le Royaume des Glénon.

À

ARTICLE 2

À

Le Code Criminel Impérial reprend l'ensemble des articles du Code Pénal en vigueur sur le territoire Français.

 

Les règles du Code Criminel Impérial peuvent déroger ou ajouter au Code Pénal Français lorsqu'un décret impérial le prévoit expressément.

 

En cas de conflit de texte entre une règle interne de l'Empire et une règle de l'Etat Français, la norme nationale de l'Empire l'emporte.

 

ARTICLE 3

 

Est ajouté aux incriminations les faits suivants :

 

Tout fait portant atteinte à la souveraineté de l'Empire de la Basse Chesnaie ou du Royaume des Gl nan est un crime de l' se-majesté.

 

Toute personne visée par les articles IV, V, VI, VII, VIII & XI de la constitution du 2 décembre 1996 qui poserait un acte contraire à l'indivisibilité de l'Empire, de la famille impériale ou de l'Empereur se rend coupable du crime de Haute-Trahison.

 

Tout fait contraire au respect de la dignité impériale est un délit d'outrage à la Couronne.

 

ARTICLE 4

 

Les crimes de l' se-majesté et de Haute-Trahison sont punis par les peines criminelles prononcées par la Cour Impériale de Justice qui sont :

  1. La déchéance de la dignité ou du grade dans l'Ordre de l'Excellence Impériale,

2. La déchéance du titre de Chevalier de l'Ordre de l'Amphore,

3. La déshonneur de la dignité de Maréchal de l'Empire,

4. La déshonneur de la nationalité Beaugenoise.

À

Toute personne condamnée pour les crimes de lèse-majesté ou de Haute-Trahison par la Cour de Justice Impériale est en outre frappée de plein droit par le Mpris Impérial, et ce jusqu'à ce que mort s'ensuive.

À

ARTICLE 5

À

Le délit d'outrage à la Couronne est puni par les peines d'actuelles prononcées par la Cour Impériale de Justice qui sont :

À

- La disgrâce temporaire pour une durée qui ne peut excéder trois années fixée par la Cour,

- La disgrâce définitive qui ne peut être levée que par un nouvel arrêt de la Cour.

À

La disgrâce provoque le Mpris Impérial pour toute la durée de la peine.

À

À

À

Frank-Marc Ier

Imperator et Rex